

Tribune libre en forme de bilan syndical. Par Georges Gastaud, syndiqué au SNES depuis 1971.

A quelques mois de mon départ en retraite, et après avoir milité au SNES depuis mon entrée dans le métier, c'est l'angoisse au cœur pour mes jeunes collègues que je m'appête à quitter l'Education nationale.

Car tout y passe : services, *statuts, disciplines, concours, formation, congés, pouvoir d'achat, laïcité...* (une école où le MEDEF organise des stages pour les profs n'est plus laïque que de nom !). J'ajoute à ce sombre inventaire la casse fortement engagée de la langue de Molière, « *langue de la République* » aux termes la Constitution et « *langue de l'enseignement* » selon la loi de 1994, qui se voit rapidement évincée du Supérieur, des grandes écoles, - et bientôt du secondaire ? -, au profit du *tout-globish* entrepreneurial, sous les vivats de nos « élites » euro-formatées, à genoux devant l'Empire anglo-saxon...

Bien entendu, je vis comme tout le monde les conditions très dégradées dans lesquelles les syndicalistes que nous sommes sont forcés de lutter. Nous ne disons pas assez que ***nous affrontons, - et c'est encore plus vrai dans le nord -, le pouvoir le plus fascisant que la France ait subi depuis la fin des années trente.*** Et que nous sommes placés sous le talon de fer d'une « construction européenne » ultra-réactionnaire, tenue par la finance et pilotée par Berlin, dont l'ADN a été configuré par la remondialisation de l'exploitation capitaliste sur laquelle ont débouché les bouleversements contre-révolutionnaires des années 80-90.

Pourtant, l'envie d'en découdre est toujours forte en France : on l'a vu en 2005 avec le Non à la constitution européenne, en 2006 avec l'insurrection des jeunes contre le CPE, à l'automne 2010 avec les luttes pour les retraites et plus récemment, avec la grève réussie de septembre 2011. Manifestement, ***le temps des affrontements de classes, que d'aucuns déclaraient « dépassés », n'est pas derrière mais devant nous,*** comme on le voit en Grèce, même si le capitalisme, sa droite et sa « gauche » de confort disposent d'énormes moyens pour dévoyer la colère populaire. Enfin, le mythe de l'« Europe sociale » et de l'« euro au service des peuples » (sic !), que tentent de nous vendre les directions confédérales des syndicats, se délite chaque jour un peu plus : des millions de gens saisissent désormais que ***l'U.E. et l'euro ont été entièrement conçus pour abattre les acquis sociaux, les services publics et l'idée même de citoyenneté.*** Un principe qui, ironie de l'histoire, naquit à... Athènes au fil des luttes populaires contre l'« esclavage pour dettes » pratiqué par l'oligarchie terrienne de l'époque...

Qu'est-ce qui nous manque alors pour bloquer l'offensive antisociale et reprendre la marche vers le progrès social ? Ancien du mouvement syndical, j'observe que ***la direction nationale du SNES a déserté les principes qui firent la force du courant Unité et Action :*** historiquement, ce courant avait su fusionner la lutte de classe, la défense (*et la transformation !*) de la nation républicaine et l'engagement pour la démocratisation de l'école. Tant que nous tenions bon sur ces créneaux (lutte de classe et République sociale) au lieu d'opter pour la ruineuse collaboration des classes prônée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), la lutte des profs « parlait » à tous les amis de la République et du monde du travail. Mais depuis que pour cultiver la douceâtre idéologie du « Pour », nous avons renoncé aux « vieilles lunes » du combat anticapitaliste (contrairement au MEDEF, qui mène son combat de classe avec férocité !), depuis que pour complaire à la « gauche » pro-Maastricht, le mot de *souveraineté nationale* est devenu tabou dans l'US, depuis que la direction du SNES s'engage ouvertement pour l'euro en perdition, c'est notre profession qui recule et « morfle » sur tous les fronts.

Mais comment fabriquer du *tous ensemble*, comment *nationaliser* la défense des services publics, comment solidariser les salariés de la *sNcf*, de l'*edF*, d'*Air-France*, de *Sea-France*, de *France-télécom*, comment associer les fonctionnaires aux ouvriers (français ET immigrés !) qui défendent ***avec juste raison le produire en France***, si nous abandonnons l'idée même de nation, portée par la Révolution française, par le Front populaire et par le CNR, à l'extrême droite sarko-lepéniste qui en dévoie le sens ? Le FN a alors beau jeu de courtiser la classe ouvrière nordiste en feignant de combattre l'euro et le FMI !

Plus directement encore, comment sauverons-nous l'Education ***nationale***, le bac national, les statuts nationaux, les programmes nationaux, si nous faisons la fine bouche sur le droit de notre pays, - de tous les pays - , à disposer d'eux-mêmes sur les terrains politique, monétaire et budgétaire ? Si nous n'osons pas dénoncer ce broyeur de peuples qu'est l'UE, comment éviterons-nous que nos luttes syndicales fassent autre chose que rabattre électoralement sur les partis maastrichtiens « de gauche », dont les projets scolaires ne diffèrent guère des projets UMP que sur la forme ? Et quand admettrons-nous enfin cette évidence, - que partagent déjà 60 % des ouvriers et des employés - , mais qui heurte encore tant d'intellectuels, plus soucieux de leur image « branchée » que de leur intérêt de salarié : indissociable de l'intégration néolibérale, accélérateur et non pas amortisseur de la crise mondiale du capitalisme, ***l'euro est antinomique de tout***

progrès social, de tout service public et de toute démocratie, il n'apporte et n'apportera jamais que régressions et vassalisation, tout en attisant la haine entre ces nations d'Europe qu'il était censé fédérer !

Non il n'est pas « nationaliste » de défendre la souveraineté de TOUS les peuples, de militer pour leur coopération d'Etat à Etat (comme le font les pays de l'ALBA en Amérique latine) en lieu et place de la ruineuse *concurrence libre et non faussée* chère aux transnationales ! Non il n'y a pas d'un côté « le » patriotisme et de l'autre « l' » internationalisme : de part et d'autre de la barricade sociale s'affrontent en fait, *d'une part* le cosmopolitisme *des financiers* allié au nationalisme *raciste* (cf le gouvernement grec où le LAOS raciste défend l'euro-austérité aux côtés du PASOK), et *d'autre part* le patriotisme populaire qui est l'allié naturel de la solidarité internationale des travailleurs. Car enfin, qu'est-ce qui est le plus « nationaliste » : exiger le droit pour chaque peuple de fixer librement son budget pour mieux coopérer avec autrui, ou s'enthousiasmer pour le triomphe « globalitaire » d'une économie, d'une politique, d'une langue et d'une pensée *uniques* au service d'un Axe Washington-Berlin-Paris qui ne sort d'une guerre néo-coloniale que pour préparer les suivantes ?

C'est en réalité *l'Europe des luttes* que poignarde dans le dos la CES quand elle félicite le duo Sarko-Obama pour les résultats (honteux !) du G.20 ou quand MM. Monks, Chérèque et Thibault revendiquent ensemble, à contre-courant de ce que souhaitent tous les peuples d'Europe, plus de « fédéralisme ». Est-ce ainsi que l'on s'opposera à *Miss Mark-Parisot*, la patronne du MEDEF qui vient d'exiger dans une tribune du *Monde* la dissolution pure et simple dans une « nouvelle patrie » européenne aux « territoires reconfigurés » ? Quant à l'Europe des Lumières, comment la confondre encore avec cette UE impériale qui rétablit l'esclavage pour dettes à Athènes, à Rome... en attendant de l'établir à Paris une fois passées les élections !

Syndicalistes, revisitons nos principes sans craindre d'être « ringardisés » par la droite et par la gauche-caviar. Et appliquons plutôt la devise gagnante du poète communard A. Rimbaud : « *il faut être résolument modernes : tenir le pas gagné* » !